



PAS DE
DÉMOCRATIE
SANS VOIX

Les conservateurs au pouvoir Une attaque frontale contre la démocratie



Depuis qu'il est aux commandes du pays, Stephen Harper cherche à transformer le visage du Canada. Appuyé par des groupes néolibéraux de droite – voire d'extrême droite – et des mouvements religieux fondamentalistes, son gouvernement met en danger les valeurs d'égalité, de justice sociale et de solidarité. Bref, pour Harper, la démocratie est une entrave à sa gouvernance.



Incapable de soutenir la critique, il musèle les contestations ou opinions contraires à son dogme idéologique, tout en rendant la mobilisation citoyenne difficile et en exerçant un contrôle de plus en plus grand sur le débat public.

Entouré de néoconservateurs qui partagent ses convictions, il annule les subventions aux groupes de défense des droits sociaux, économiques et culturels, tels que les groupes de femmes, les communautés de lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT), les organismes de coopération internationale et les groupes écologistes. Il abolit le programme de contestation judiciaire.

Au mépris de la démocratie, le premier ministre Harper impose le bâillon aux fonctionnaires, aux diplomates, aux responsables d'agences gouvernementales et aux scientifiques. De plus, il concentre le pouvoir politique entre les mains du Bureau du Conseil privé et réduit considérablement celui de ses ministres.

Incapable d'obtenir un gouvernement majoritaire qui lui permettrait de faire adopter tous ses projets de loi, il manipule les institutions canadiennes, notamment le Sénat, et cherche par tous les moyens à paralyser la Chambre des communes.

Au nom de la sécurité, il n'hésite pas à durcir les politiques de l'immigration et à affaiblir le rôle du Canada dans la lutte au racisme et à la discrimination. Quant à ses prises de position dans plusieurs forums internationaux, elles fragilisent encore plus la place du Canada sur la scène internationale.

Incapable de passer sous silence les agissements de ce gouvernement, le collectif Pas de démocratie sans voix dénonce haut et fort ces atteintes aux institutions démocratiques, à la liberté d'expression et aux droits humains.

Cinq ans au pouvoir : un lamentable constat



Stephen Harper aura réussi, en cinq ans, à contrôler la critique, à museler le débat politique et à faire preuve d'un grand mépris pour la Chambre des communes. Des faits impossibles à oublier...

- Prorogation à deux reprises du Parlement, la première pour s'accrocher au pouvoir alors qu'il n'avait plus la confiance de la Chambre et la deuxième pour mettre fin aux débats sur le sort des prisonniers afghans, ce qui lui a permis d'éviter de devoir rendre des comptes devant la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.
- Interdiction au personnel des ministères de comparaître devant les comités parlementaires.
- Contrôle absolu sur les relations de presse et restriction sur les marges de manœuvre des communications entre les ministères et la population.
- Manipulations du Sénat visant à mettre en échec les projets de loi votés par la Chambre des communes.
- Négociations d'ententes commerciales avec différents pays, sans avoir obtenu le mandat de la population ni l'accord de la Chambre des communes.
- Refus de créer une commission d'enquête publique sur le transfert des détenus en Afghanistan.
- Tentatives de museler les hauts fonctionnaires chargés de surveiller l'action gouvernementale, comme la vérificatrice générale et le directeur général des élections.
- Refus de reconnaître l'expertise scientifique si elle contrecarre sa vision du développement économique, des changements climatiques ou des jeunes contrevenants.
- Nominations partisans pour mieux contrôler certaines institutions.
- Non-renouvellement du mandat de certaines personnes à la direction d'organismes en raison de leur prise de position publique contre les politiques du gouvernement Harper.
- Refus de sanctionner la ministre Bev Oda qui a pourtant induit délibérément la Chambre des communes en erreur au sujet de la subvention de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à l'organisme Kairos.

Droits humains : un bilan désastreux

Le Canada est devenu un véritable cancre sur la scène internationale.

- Il est l'avant-dernier pays à avoir appuyé la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.
- Il s'est opposé à l'adoption d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies reconnaissant l'accès à l'eau comme un droit fondamental.
- Il refuse toujours de ratifier deux conventions de l'Organisation internationale du travail portant sur l'interdiction du travail des enfants et, aussi, sur la garantie du droit d'association et de négociation collective.
- Il a renié la signature du Canada sur l'accord de Kyoto en agissant systématiquement pour empêcher toute entente efficace et contraignante en matière de contrôle des gaz à effet de serre.

Un respect pour les droits humains à géométrie variable...

Le Canada fait tout ce qu'il peut pour empêcher les demandeurs d'asile de fuir la persécution en se réfugiant au pays, notamment par sa politique de visa, son entente avec les États-Unis pour refouler les demandeurs qui se présentent à la frontière ainsi que leur traitement différencié selon leur pays d'origine.

Pire, le gouvernement Harper s'est fait le complice des États-Unis dans les multiples violations de droits dont Omar Kadhr a été victime : traitements cruels et inhumains, simulacre de procès, aveux obtenus sous la contrainte et condamnation. Or, ce prisonnier aurait dû bénéficier de la protection accordée aux enfants soldats en vertu des conventions internationales que le Canada a signées.

Fidèle allié du gouvernement israélien et du lobby sioniste, le gouvernement Harper a cautionné sans réserve les violations des droits commises par ce pays. Pensons aux bombardements du Liban du Sud et de Gaza ainsi qu'aux attaques meurtrières contre la flottille humanitaire de ravitaillement de Gaza.

Enfin, en dépit d'une forte opposition, le Canada a signé un accord de libre-échange avec la Colombie, et ce, malgré les violations flagrantes des droits de la personne dans ce pays – notamment l'assassinat de plus de 2 700 syndicalistes depuis 1986.

Une position radicale à peine voilée

M. Harper s'est prononcé publiquement en faveur de la peine de mort. Et que dire du fait que, dorénavant, le gouvernement canadien ne demandera plus automatiquement aux pays dits démocratiques de commuer la peine des Canadiens condamnés à mort !

Par ailleurs, ignorant les statistiques qui montrent une baisse de la criminalité, le gouvernement Harper durcit le Code criminel, privilégie la criminalisation des jeunes au lieu de leur réhabilitation et investit massivement dans de nouvelles prisons.



Droit à l'information et liberté d'expression compromis

Le contrôle de l'information est une véritable obsession pour le gouvernement Harper.

- Le premier ministre limite le plus possible ses rencontres avec les journalistes. Ses ministres et lui ont d'ailleurs pris l'habitude d'annoncer leurs politiques à l'extérieur d'Ottawa. Et c'est l'attaché de presse de M. Harper qui détermine quels journalistes auront le droit de le questionner lors des conférences de presse.
- L'accès aux documents gouvernementaux est de plus en plus difficile. Et quand, finalement, ils sont rendus disponibles, ils sont le plus souvent censurés. Pas surprenant alors que, selon une étude britannique comparant l'accès à l'information dans cinq démocraties parlementaires, le Canada se classe au dernier rang.
- Les fonctionnaires sont désormais muselés. Les scientifiques de Ressources naturelles Canada, par exemple, ont appris au printemps 2010 qu'ils devaient avoir l'autorisation du bureau du ministre Paradis avant de s'adresser à des journalistes canadiens ou étrangers.
- Le gouvernement a supprimé l'obligation de répondre au questionnaire long du recensement canadien pour la remplacer par une enquête volontaire. Devant l'absence de données fiables, il pourra dorénavant établir ou modifier ses politiques sur une base arbitraire selon ses orientations idéologiques ou, encore, ses intérêts partisans.
- Celles et ceux qui osent s'opposer aux politiques gouvernementales, comme l'ancien diplomate Richard Colvin dans l'affaire des prisonniers afghans, sont dénigrés publiquement. Wesley Wark, professeur à l'Université de Toronto, affirme qu'il n'a jamais vu un tel « climat de peur » au sein de la fonction publique fédérale. Les fonctionnaires s'autocensurent et n'osent plus participer à des événements publics.



Une force policière démesurée pour contenir une manifestation pacifique

Plus de mille personnes manifestant pacifiquement ont été arrêtées lors du sommet du G20 à Toronto – la grande majorité sans accusation. Et un grand nombre d'entre elles ont été détenues pendant plusieurs jours dans des conditions humiliantes et dégradantes. La force policière déployée visait indéniablement à intimider et à empêcher les manifestants de se faire entendre.

La susceptibilité d'un gouvernement ou la fin de l'indépendance...

Le gouvernement Harper s'en prend aux organisations non gouvernementales – canadiennes ou étrangères – qui critiquent ses politiques, condamnent les positions du gouvernement d'Israël ou défendent les droits des Palestiniens.

- L'organisme Match International, travaillant à la formation des femmes dans les pays en voie de développement, a perdu sa subvention de 400 000 \$ le jour même où il tenait une table ronde critiquant la politique du gouvernement Harper en matière de santé maternelle.
- Pour justifier la purge à l'organisme Droits et Démocratie, il n'a pas hésité à salir Al-Mezan, Al-Haq et B'Tselem, des organisations respectées de défense des droits qui avaient reçu une subvention de Droits et Démocratie.
- Kairos et Alternatives, deux organisations critiques envers le gouvernement israélien ont vu leurs subventions supprimées ou amputées.
- Le gouvernement Harper a aussi tenté d'empêcher la tenue d'une conférence universitaire sur la Palestine et d'interdire l'entrée au pays à George Galloway, un député anglais critique des politiques israéliennes.

Des reculs importants pour les femmes

Depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement Harper a démantelé plusieurs programmes et mesures visant la défense et la promotion des droits des femmes. Au fil des ans, il a notamment :

- remis en question le libre choix par plusieurs projets de loi ;
- diminué de 43 % le budget de fonctionnement de Condition féminine Canada ;
- fermé 12 des 16 bureaux régionaux de cet organisme, particulièrement en milieu rural ;
- aboli le financement des activités pour la défense des droits des femmes ;
- annulé le Programme national d'investissement dans les services de garde.

Il a aussi nié le droit des femmes à l'équité salariale en faisant adopter la Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public. Par cette loi :

- il oblige les femmes à présenter leurs plaintes seules, sans le soutien de leur syndicat ;
- il impose une amende de 50 000 \$ aux syndicats qui encouragent ou aident leurs membres à déposer une plainte en matière d'équité salariale.



Les droits des peuples autochtones ? Quels droits ?

Le gouvernement Harper n'a pas hésité à renier l'Accord de Kelowna qui visait à favoriser la réussite scolaire de jeunes au secondaire et aux études post-secondaires ainsi qu'à assurer la qualité de l'eau et à améliorer la santé dans les réserves.

En sous-finançant les écoles des communautés non conventionnées, sous juridiction fédérale, il a aussi nié le droit à l'éducation des jeunes autochtones. Ces écoles sont soumises à une formule de financement élaborée en 1998, qui n'a pas été indexée depuis vingt ans et, conséquemment, ne permet pas d'assumer les coûts reliés à une éducation de qualité.

Il a mis aussi un an avant de renouveler son soutien au programme Sœurs par l'esprit de l'Association des femmes autochtones du Canada, lequel vise à contrer les disparitions et les assassinats des femmes autochtones. Le programme est toutefois amputé de ses volets recherche et mobilisation pour les droits.

Après trois années de refus, ce gouvernement s'est finalement résigné à appuyer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, qui avait pourtant été proposée par le Canada, en la qualifiant de « document d'aspirations ». Il serait surprenant qu'il en respecte l'esprit ou la lettre, car pour lui cette Déclaration n'est pas juridiquement contraignante, ne constitue pas une expression du droit international coutumier et ne modifie pas les lois canadiennes.

Un gouvernement homophobe ?

La question se pose...

Sous le gouvernement Harper, les droits des personnes LGBT se sont fragilisés. Et pour cause ! Les conservateurs ont...

- remis en question le droit au mariage des couples de même sexe ;
- retiré toute mention des acquis juridiques LGBT dans le document *Découvrir le Canada – Les droits et responsabilités à la citoyenneté*, édition 2010, remis aux personnes immigrantes, tout en restreignant l'immigration des personnes LGBT ;
- nommé Gérard Latulippe à la tête de l'organisme Droits et Démocratie, lequel s'est déjà prononcé contre les droits des gais et pour la peine de mort ;
- retiré aux personnes transsexuelles incarcérées le droit de poursuivre leur processus de réassignation de sexe ;
- voté contre le projet de loi C-386 visant l'inclusion de la notion d'identité de genre comme motif de discrimination dans la Charte canadienne des droits et libertés ; et
- supprimé le financement des organismes et des festivals LGBT.



La coopération internationale menacée

Pendant plus de 30 ans, l'ACDI, grâce à ses mécanismes de financement réactifs, a joué un rôle de catalyseur.

Depuis juillet 2010, les partenariats entre l'ACDI et les organismes de coopération internationale (OCI) sont désormais soumis à un système concurrentiel d'appels de propositions. Ce modèle contredit l'essence même d'une relation de partenariat, laquelle tire son efficacité de l'accompagnement à long terme, de la prévisibilité et de la sensibilité aux besoins. En instaurant cette nouvelle approche, qui lui laisse toute liberté de restreindre le financement à des domaines précis, le gouvernement ne tient plus compte des perspectives des partenaires du Sud.

Qui plus est, l'obligation nouvelle de proposer des projets qui s'inscrivent dans les plans des gouvernements locaux signifie que les OCI ne sont pas traités comme des acteurs du développement qui mettent en place des approches novatrices, mais comme de simples sous-traitants.

Et ça ne s'arrête pas là ! Les intérêts politiques ont interféré avec les normes publiques dans l'attribution de financement. Le financement d'organismes qui ont fait leurs preuves a été supprimé (Kairos et le Conseil canadien pour la coopération internationale) ou fortement amputé (Alternatives).



Qui sommes-nous ?

Pas de démocratie sans voix est une coalition d'organisations québécoises mobilisées autour de la défense de la démocratie et des droits au Canada. Préoccupés par les politiques du gouvernement et leurs répercussions sur les droits et la démocratie, nous demandons au gouvernement du Canada qu'il :

- protège et défende les droits et les libertés, en particulier la liberté d'expression et la place du débat public comme fondement de la vie démocratique ;
- fasse preuve de transparence et réponde aux demandes d'information du Parlement et de la population ;
- respecte les institutions démocratiques canadiennes en mettant fin, notamment, à ses manœuvres pour court-circuiter les débats au Parlement canadien et en se conformant aux décisions de ce dernier ;
- reconnaisse et respecte les organisations québécoises et canadiennes qui militent pour la défense des droits et des libertés et une plus grande justice sociale, en maintenant, entre autres, le financement de leurs activités ;
- s'engage à respecter les obligations internationales du Canada en matière des droits de la personne en se soumettant à la surveillance d'observateurs impartiaux issus, notamment, de la société civile et des peuples autochtones ;
- mandate une commission parlementaire sur l'état de la démocratie, du droit à l'information et de la liberté d'expression au Canada.

Pour en savoir plus :
pasdedemocratiesansvoix.qc.ca
Facebook.com / Pas de démocratie sans voix

